

# Compte rendu de mandat des élus parrainés par la CGT-INRA

Le 19 juin 2014

Le CSN est le seul lieu où la direction de l'INRA expose ses orientations scientifiques. Durant toute la mandature 2011-2014, **nos 8 élus (élus pour les 8 secteurs scientifiques de l'INRA), parrainés par la CGT-INRA**, n'ont eu de cesse de mettre à l'ordre du jour des points de débat qui n'auraient pas été abordés autrement. Sur chacun des dossiers, ils ont défendu le service public de la recherche agronomique. Ils ont aussi contribué à une analyse critique argumentée des différents dossiers qu'ils ont eu à examiner : Positionnement des départements, agro-écologie, services écosystémiques, biologie intégrative, évolution de la propriété intellectuelle dans le domaine végétal...

### 1. Plus de moyens pour une recherche publique au service des citoyens

Depuis 2005, le service public de la recherche subit une remise en question sans précédent. Dans ce contexte, nous avons soumis différentes motions qui visaient à informer les personnels et à faire pression sur nos tutelles. **Nous avons fait adopter une motion en juin 2011 pour dénoncer la baisse du budget de l'INRA. En mai 2014, nous avons dénoncé la situation catastrophique de l'emploi scientifique en faisant adopter à une très large majorité la motion suivante :**

*« L'annonce d'une réduction de 19 milliards d'euros du budget de l'Etat et de 10 milliards d'euros de celui des collectivités territoriales, au-travers du Pacte de Responsabilité, augure une nouvelle aggravation de la situation de la recherche. Le Conseil Scientifique du CNRS a récemment diffusé un document sur la situation de l'emploi scientifique au CNRS (...). Cette baisse du nombre de fonctionnaires et des moyens récurrents, associée à la montée en puissance de la précarité, de la course à la publication et aux financements, menacent également le service public de la recherche agronomique de l'INRA (...). Le CSN s'associe à la motion votée à l'unanimité par celui du CNRS le 10 mars 2014 pour demander une réorientation complète de la politique actuelle avec notamment un recrutement de titulaires dans toutes les catégories de personnel de la recherche, afin d'assurer la pérennité de nos missions (...). »*

**Pour des raisons identiques, les élus se sont prononcés contre le projet de loi Fioraso sur la**

**recherche et l'enseignement supérieur en mai 2013.** Ce projet devenu loi aggrave les lois « LRU » et « Pacte pour la Recherche », par le maintien de la plupart des structures qui en étaient issues : ANR, Fondation, CIR, IDEX, PES. De plus, il entretient l'illusion que la science pourrait résoudre la crise économique, alors qu'elle est avant tout due au système économique.

### 2. Assurer la pérennité de l'INRA en tant qu'institut national de recherche agronomique

Ce contexte d'austérité se traduit aussi par des menaces sur l'intégrité de notre institut. Lors de la précédente mandature nous avons pu débattre de ces menaces sur un grand nombre de sujets que nous pouvons subdiviser en trois thèmes : (1) la concentration des universités promue par la loi Fioraso, (2) la création de l'IAVFF, (3) les restructurations internes de l'INRA (fusions de Centres ou de Départements), et la mise à mal des UEs.

**Concernant les COMUE, nous avons fait valoir dans la motion votée en mai 2013, que ces regroupements sont susceptibles de mettre en péril le principe de pilotage national de la recherche**, et à terme, la gestion nationale et le statut national des personnels des EPST. Nous avons rappelé notre opposition à la mise en place par la contrainte et dans la précipitation de regroupements d'universités et d'unités des organismes de recherche dans une nouvelle motion votée en mai 2014. **Sur le projet Saclay, nous**

**avons également alerté les membres du CSN par une déclaration en novembre 2012.** A notre initiative, le CSN a aussi pris position en septembre 2013 contre la création de l'IAVFF, énième couche d'un millefeuille institutionnel qui s'ajoute à un gâteau déjà particulièrement indigeste. Alors que les effectifs de techniciens ont baissé de 11% depuis 2004 sur l'ensemble de l'INRA, **nous n'avons eu de cesse durant toute la mandature de défendre le dispositif expérimental de l'INRA.** Par exemple, nous avons été à l'initiative d'une motion sur Vassal votée à l'unanimité :

*« Le CSN souhaite que l'INRA prenne toutes les mesures pour la poursuite des travaux de recherche, d'entretien et de sauvegarde de la collection de vigne installée sur le domaine de Vassal. Il se prononce pour que l'INRA, d'une part s'engage dans la duplication en plein champ de cette collection, d'intérêt mondial, sur un autre site, et d'autre part assure l'assainissement complet des plants (...). A cette fin, la direction devrait allouer les moyens humains et financiers nécessaires sur les deux sites de la collection. (...) ».*

### 3. Combattre la logique de management de la recherche par la mise en concurrence au travers de « l'excellence »

La logique de management de la recherche se fonde sur trois piliers : (1) une métrique (facteur d'impact corrélée aux profits des majors de l'édition), (2) des incitations à jouer le jeu du « publish or perish » en canalisant les moyens vers les recherches de ceux qui publient le plus (ANR, métaprogramme), (3) une organisation de l'évaluation des personnels et de toutes les structures de la recherche qui prend pour étalon ces métriques quantitatives. Nous avons fait avancer le débat de fond en décortiquant les logiques qui relient chacun de ces piliers. Cela a abouti à la mise en débat de la question des publications et au vote d'une motion en mai 2014.

*« Le CSN s'inquiète des dérives dans les pratiques de publication et de leurs conséquences sur l'évaluation scientifique. Il considère que l'INRA devrait renforcer la démarche initiée pour prendre en compte la qualité scientifique, la diversité des supports et la pertinence sociétale de la recherche. Plus généralement, il s'agit de limiter la prise en compte d'une productivité numérique poussant à toujours plus de publications dans des journaux scientifiques, ce qui dilue le savoir pertinent, favorise les erreurs et les fraudes, et sert d'abord à augmenter les bénéfices des Majors de l'édition privée (...). En outre, l'INRA pourrait renforcer son rôle de proposition dans la mise en place d'un service public d'édition scientifique innovant en accès libre (...). Enfin, l'INRA devrait renforcer les moyens humains, organisationnels et matériels nécessaires pour que son service d'Information Scientifique et Technique (IST) (...) ».*

**Nous nous sommes donc opposés à la logique d'appel d'offre dans les métaprogrammes, à la mise en place puis au renouvellement de la PES et au mode d'évaluation des départements.**

### Les élus parrainés par la CGT-Inra

Pour le secteur 1 : Daniel Auclair, *élu titulaire*, Jean-Louis Durand, *élu suppléant et candidat 2014*. Pour le secteur 2 : Catherine Albertini, *élu titulaire*. Pour le secteur 3 : Taline Elmayan, *élu titulaire et candidate 2014*, Marc Lepetit, *élu suppléant*. Pour le secteur 4 : Jean-Michel Salmon, *élu titulaire et candidat 2014* - Jean-Louis Escudier, *élu suppléant*. Pour le secteur 5 : Yves Chilliard, *élu titulaire*, Juliette Salvaing, *élu suppléante et candidate 2014*. Pour le secteur 6 : Jean-Luc Widiez, *élu titulaire et candidat 2014*, Harry Archimède, *élu suppléant et candidat 2014*. Pour le secteur 7 : Monique Laviaille, *élu titulaire*, Laurent Ferrier, *élu suppléant et candidat 2014*. Pour le secteur 8 : Joël Chadoeuf, *élu titulaire et candidat 2014*, Michel Martin, *élu suppléant*.

Et l'observateur syndical CGT-Inra, Hendrik Davi

**En Septembre 2014, élection des représentants du personnel au Conseil Scientifique de l'INRA**

**En Décembre 2014, aux élections professionnelles,** Comité Technique de l'INRA (CT) et ministériel (CTM), Commissions Administratives Paritaires (CAPN&L) et Commission Consultative Paritaire des Non Titulaires (CCPNT)

**VOTEZ CGT !**

